

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

Nota

(1) *Zitting 2017-2018.*

Stukken van het Parlement. — Voorstel van decreet, nr. 555-1. — Commissieamendementen, nr. 555-2. — Commissieverslagen, nr. 555-3. — In Commissie aangenomen tekst, nr. 555-4. — In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 555-5.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 december 2017.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/30223]

20 DECEMBRE 2017. — **Décret-programme portant diverses mesures relatives à la Culture, à l'Enfance, aux Infrastructures culturelles, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, à l'Audiovisuel, aux Bâtiments scolaires, à l'Enseignement obligatoire, aux Fonds budgétaires et à l'Enseignement de Promotion sociale (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Dispositions relatives à la Culture*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'année 2018, le Gouvernement n'opère aucune nouvelle reconnaissance ou nouvel agrément sur la base des décrets suivants :

1^o le décret du 12 mai 2004 relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique.

2^o le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er} et à l'article 10, § 1^{er}, 1^o, du décret-programme du 14 décembre 2016 portant diverses mesures relatives à l'Audiovisuel et aux Médias, aux Affaires générales, aux Fonds budgétaires, aux Infrastructures culturelles, à la Culture, à l'Enfance, aux Bâtiments scolaires, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le Gouvernement peut, dans la limite des crédits disponibles, reconnaître les opérateurs directs bibliothèques locales au sens de l'article 2, 5^o, 1^{er} tiret, du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, ci-après le décret du 30 avril 2009, qui répondent aux conditions suivantes :

1^o ne pas bénéficier de la disposition transitoire inscrite à l'article 34 du décret du 30 avril 2009;

2^o avoir introduit, en 2014, 2015 ou 2016, une demande de reconnaissance en application de l'article 13, 1^o, du décret du 30 avril 2009;

3^o remplir les conditions de reconnaissance fixées par l'article 12 du décret du 30 avril 2009.

§ 3. Le Gouvernement peut durant l'année 2018 reconnaître à leur demande, dans la limite des crédits disponibles, les centres culturels déjà reconnus sur base du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels, moyennant la poursuite des seules subventions octroyées avant cette reconnaissance par dérogation aux dispositions du décret du 21 novembre 2013 relatifs aux centres culturels.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives au développement des pratiques de lecture*

Section I^{re}. — Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques

Art. 2. L'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisée par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le moment de l'évaluation du plan quinquennal est prolongé :

1^o de cinq ans pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2011;

2^o de cinq ans pour l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée en vertu du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel et dont le contrat programme a pris effet le 1^{er} janvier 2011;

3° de quatre ans pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2012;

4° de trois ans et demi pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} juillet 2012;

5° de trois ans pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2013;

6° de deux ans pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2014;

7° de un an et demi pour l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée en vertu du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel et dont le contrat programme a pris effet le 1^{er} juillet 2014 ».

Art. 3. L'article 15, alinéa 3 du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, c°, la décision du Gouvernement sur le maintien de la reconnaissance intervient au terme de la période quinquennale prolongée :

1° de cinq ans pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2011;

2° de cinq ans pour l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée en vertu du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel et dont le contrat programme a pris effet le 1^{er} janvier 2011;

3° de quatre ans pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2012;

4° de trois ans et demi pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} juillet 2012;

5° de trois ans pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2013;

6° de deux ans pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2014;

7° de un an et demi pour l'organisation représentative de bibliothécaires et bibliothèques agréée en vertu du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel et dont le contrat programme a pris effet le 1^{er} juillet 2014.

Section II. — Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques

Art. 4. A l'article 44, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, les termes « pour les années civiles 2015 à 2017 » sont remplacés par les termes « pour les années civiles 2015 à 2019 ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité*

Art. 5. A l'article 49, alinéa 1^{er}, du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des fédérations de Centres d'expression de créativité et des Centres d'expression et de créativité, les mots « de 9 ans » sont remplacés par « de 10 ans ».

Art. 6. A l'article 49, alinéa 2, du même décret, les mots « de 2012 à 2017 » sont remplacés par les mots « de 2012 à 2018 ».

TITRE II. — *Dispositions relatives à l'Enfance*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française*

Art. 7. A l'article 18 du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, les mots « 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2018 ».

Art. 8. A l'article 19 du même décret, les mots « jusqu'au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 2018 ».

TITRE III. — *Disposition relative aux infrastructures culturelles*

Art. 9. Dans la limite des crédits disponibles de la division organique 15 du budget des dépenses, le Gouvernement peut octroyer un subside à l'asbl « Le Palace » pour le fonctionnement du Cinéma « Le Palace » à Bruxelles afin de permettre le démarrage de l'activité.

TITRE IV. — *Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur et à la recherche*

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 10. L'article 1^{er} du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française tel que modifié par le décret du 25 juin 2015, est complété par un 6° rédigé comme suit : « 6° ESG : (« European standards and Guidelines ») références et lignes directrices pour l'assurance qualité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur. »

Art. 11. L'article 3 du même décret est complété par un 8° rédigé comme suit : « 8° Veiller à développer et à mettre en œuvre, en concertation avec les parties prenantes, des approches méthodologiques d'évaluation de la qualité adaptées aux besoins de l'enseignement supérieur et aux contextes en mutation. »

Art. 12. Dans le même décret, il est inséré un article *9bis* rédigé comme suit : « Art. 9 bis.- En complémentarité du volet programmatique de l'évaluation décrit dans ce chapitre IV et dans le but de soutenir les établissements d'enseignement supérieur dans le développement de leurs systèmes qualité, le Gouvernement confie à l'Agence, dans la limite des moyens budgétaires alloués en application de l'article 22 du présent décret, la conception et la réalisation d'un projet pilote d'évaluation externe du volet institutionnel, ainsi que la transmission au Gouvernement d'un rapport d'évaluation de ce projet pilote au plus tard six mois après le terme de celui-ci. »

Ce projet pilote se déroule au cours des années académiques 2019-20 à 2021-22. Il a pour objet de définir la programmation des évaluations, tant pour le volet programmatique qu'institutionnel, selon une nouvelle périodicité de 6 ans. L'établissement qui aura fait la démonstration de l'efficacité de son système qualité pourra obtenir la dispense d'évaluation de ses programmes par l'Agence pour une durée maximale de six ans. »

Art. 13. A l'article 10 du même décret, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 : « L'évaluation des cursus se complète d'une évaluation de suivi menée à mi-parcours du cycle décennal. Cette évaluation de suivi vise à dresser un bilan analytique des actions d'amélioration entreprises après une évaluation initiale et à consolider le développement d'outils de pilotage pour une amélioration continue des cursus concernés. »

Art. 14. L'article 11 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Dans le cadre du projet pilote, les évaluations se basent sur des référentiels arrêtés par le Gouvernement sur proposition de l'Agence. Ces référentiels se composent de critères et dimensions qui recouvrent l'ensemble des champs à évaluer et répondent aux ESG. »

Art. 15. A l'article 16 du même décret, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 et 2 : « Le comité est composé d'experts de divers profils : expert pair, expert de la profession, expert étudiant, expert de l'éducation et de la gestion de la qualité. La jurisprudence de l'Agence établit les définitions des profils, ainsi que les critères de sélection des candidats, dont l'indépendance vis-à-vis des établissements évalués. Cette jurisprudence est publiée sur le site de l'Agence. »

Art. 16. L'article 22 du même décret est complété comme suit : « Pour l'année 2018, le montant de la dotation de l'Agence est porté à 1.000.000 euros. A partir de l'année 2019, la dotation allouée à l'agence est calculée en multipliant le montant définitif de l'année antérieure par la formule suivante : indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée/indice santé de janvier de l'année budgétaire antérieure. »

CHAPITRE II. — *Modification du décret-programme du 19 juillet 2017 portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche, à la culture, aux fonds budgétaires, aux bâtiments scolaires, à la jeunesse*

Art. 17. A l'article 14, alinéa 4, du décret du 19 juillet 2017, les mots « à partir de l'année budgétaire 2019 » sont remplacés par les mots « à partir de l'année budgétaire 2018 ».

TITRE V. — *Disposition relative à l'audiovisuel*

Art. 18. A l'article 22, § 4 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF, tel qu'inséré par le décret-programme du 17 juillet 2013, les mots « sur la période 2013-2017 » sont remplacés par les mots « sur la période 2018-2022 ».

TITRE VI. — *Dispositions relatives aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française*

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 27 octobre 1997 contenant les Fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française*

Art. 19. Un point 70 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les Fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, selon le tableau repris à l'annexe 1^{re} du présent décret.

Art. 20. Le point 62 est remplacé dans le tableau annexé du même décret, selon le tableau repris à l'annexe 2 du présent décret.

Art. 21. Un point 71 est ajouté au tableau annexé du même décret, selon le tableau repris à l'annexe 3 du présent décret.

Art. 22. Le point 69 au tableau annexé du même décret est modifié selon le tableau joint en annexe 4 du présent décret.

TITRE VII. — *Dispositions relatives aux bâtiments scolaires*

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire subventionné par la Communauté française.*

Art. 23. A l'article 5, § 2, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, sont insérés les 13°, 14° et 15° rédigés comme suit :

« 13° à partir de 2018, le transfert annuel du Fonds de Création de Places dans les bâtiments scolaires de l'enseignement obligatoire, tels que visés à l'article 13bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1°;

14° à partir de 2018, la dotation annuelle résultant du prélèvement global sur les dotations des établissements du réseau WBE en vertu du nouveau marché d'achat groupé d'énergie, telle que visée à l'article 3, § 3 bis, alinéa 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

15° à partir de 2018, le transfert annuel des moyens affectés à l'AB 12.01.03 de la DO 44 pour assumer les dépenses permanentes d'achats de biens non-durables et de services, et ce en relation avec la prise en charge, par la Direction générale des Infrastructures du Ministère de la Communauté française, des dépenses des établissements du réseau WBE visées au 14°. »

Art. 24. A l'article 5, § 4, 1° du même décret, sont ajoutés les points *f*), *g*) et *i*), libellés comme suit :

« *f*) assurer le paiement des dépenses définies à l'article 13bis, § 2, 1°;

g) assurer le paiement des factures inhérentes aux consommations énergétiques des établissements du réseau WBE et le financement des investissements économiseurs d'énergie opérés grâce aux économies générées par le marché d'achat groupé d'énergie;

h) assurer le paiement des achats des biens non-durables et des services énergétiques visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 15°;

i) assurer le versement en 2018 d'un montant de 6 millions d'euros à la Haute Ecole Charlemagne de Liège pour la réalisation de travaux de rénovation et d'extension ».

TITRE VIII. — Dispositions relatives à l'enseignement

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositif modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 25. A l'article 3, § 3bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, il est inséré entre le troisième et le quatrième alinéa, les alinéas suivants :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un prélèvement correspondant à 80% de l'économie estimée dans le cadre du marché public d'achat groupé d'énergie est effectué, pour chaque établissement concerné, par nouvelle répartition de crédits sur les masses globales des dotations :

- a) Des CPMS;
- b) Des centres de dépaysement et de plein air, les centres de formation et d'auto-formation, le centre horticole de Gembloux et le centre de Strée;
- c) Des établissements d'enseignement fondamental, y compris les internats;
- d) Des établissements d'enseignement secondaire, y compris les internats;
- e) Des établissements d'enseignement spécialisé, y compris les internats;
- f) Des établissements de promotion sociale;
- g) Des établissements supérieurs des arts.

Le montant prélevé, visé à l'alinéa précédent, est inscrit au Fonds des bâtiments scolaires du réseau organisé par la FWB en vue de réaliser des investissements économiseurs d'énergie dans les établissements participant au marché groupé.

Les modalités du prélèvement, visé à l'alinéa 4, sont déterminées par le gouvernement, en tenant compte de l'entrée progressive des établissements scolaires dans le marché groupé d'énergie.

Art. 26. L'article 3, § 3, alinéa 1^{er} de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« Les services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté française reçoivent annuellement une dotation globale destinée à couvrir les frais afférents au fonctionnement et à l'équipement de l'établissement et à la distribution gratuite de manuels et de fournitures scolaires aux élèves soumis à l'obligation scolaire.

Le solde positif des dotations au-delà du fond de réserve légale des années antérieures peut être utilisé comme suit :

1° pour la réalisation de travaux économiseurs d'énergie. Les travaux d'un montant supérieur à 250.000 euros sont soumis à l'approbation du gouvernement;

2° pour la réalisation de travaux visant à résoudre des problèmes de vétusté, de sécurité incendie ou d'insalubrité. Les travaux d'un montant supérieur à 500.000 euros sont soumis à l'approbation du gouvernement;

3° pour le remplacement de structures préfabriquées dont la durée d'amortissement est révolue. Les travaux d'un montant supérieur à 500.000 euros sont soumis à l'approbation du gouvernement;

4° Sur décision du gouvernement, pour compléter le financement des projets inscrits dans le cadre d'un plan global de gestion des infrastructures. Le gouvernement fixe les règles de prélèvement en tenant compte du coût des travaux pour lequel l'établissement bénéficie d'un financement et du montant inscrit en réserves »

TITRE IX. — Dispositions générales

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 1^{er} février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur*

Art. 27. L'article 13 du décret du 1^{er} février 2008 réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la coordination et de la gestion des Fonds structurels que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur est complété par l'alinéa suivant : « les dépenses visées à l'alinéa premier sont régularisées au plus tard le 31 janvier qui suit l'exercice au cours duquel elles ont été imputées, par transfert d'imputation des articles budgétaires du budget de la Communauté vers les fonds budgétaires visés à l'article 12. »

Art. 28. L'article 31 du même décret est complété par l'alinéa suivant : « les dépenses visées à l'alinéa premier sont régularisées au plus tard le 31 janvier qui suit l'exercice au cours duquel elles ont été imputées, par transfert d'imputation des articles budgétaires du budget de la Communauté vers les fonds budgétaires visés à l'article 30. »

Art. 29. L'article 47 du même décret est complété par l'alinéa suivant : « les dépenses visées à l'alinéa premier sont régularisées au plus tard le 31 janvier qui suit l'exercice au cours duquel elles ont été imputées, par transfert d'imputation des articles budgétaires du budget de la Communauté vers les fonds budgétaires visés à l'article 45. »

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Art. 30. § 1^{er}. L'article 41 alinéa premier du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Pour le 31 mai, le Gouvernement établit le compte général de l'entité relatif à l'année budgétaire et comptable écoulée. »

§ 2. L'article 41 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française est complété par la disposition suivante :

« les compétences du Gouvernement déterminées aux alinéas précédents peuvent être exercées par le ministre du budget selon les modalités que le Gouvernement détermine. »

Art. 31. § 1^{er}. A l'article 44 § 1^{er} alinéa premier du même décret, les mots « 15 avril » sont remplacés par les mots « 30 juin ».

A l'alinéa deux, le mot « juin » est remplacé par le mot « octobre ».

§ 2. L'article 44 § 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Pour le 30 novembre au plus tard, le Gouvernement dépose au Parlement le projet de décret portant approbation du compte général de l'entité. L'approbation de ce projet doit intervenir au plus tard le 31 décembre suivant. »

Art. 32. L'article 73, alinéa premier, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Etabli au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année budgétaire, le compte annuel de chaque service administratif à comptabilité autonome est transmis au ministre fonctionnellement compétent et au ministre du Budget qui est chargé de le soumettre à la Cour des comptes au plus tard le 15 juillet suivant. La Cour fait parvenir les comptes annuels accompagnés de ses observations au Parlement au plus tard à la fin du mois d'octobre suivant et en informe conjointement le ministre du budget. »

TITRE X. — *Disposition finale*

Art. 33. Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018 à l'exception :

1° de l'article 9 qui entre en vigueur au 1^{er} octobre 2017;

2° de l'article 1^{er}, §§ 1^{er} et 2, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,

I. SIMONIS

—————
Note

(1) *Session 2017-2018.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 557-1. — Avis des commissions, n° 557-2 à n° 557-6. — Rapport 557-7. — Texte adopté en commission, n° 557-8 – Texte adopté en séance plénière, n° 557-9.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 20 décembre 2017.

ANNEXE 1

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
70. Fonds budgétaire destiné à la protection, la conservation et la restauration de biens mobiliers, publics ou privés, classés.	Contributions de personnes physiques et morales désireuses de contribuer à la restauration et/ou la conservation et/ou la protection de biens mobiliers classés (privés ou publics) par la Communauté française	Toutes dépenses jugées indispensables, après examen des dossiers introduits par les propriétaires de biens mobiliers classés (publics ou privés), au financement de processus destinés à restaurer et/ou conserver et/ou protéger les desdits biens.

ANNEXE 2

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
62. Fonds budgétaire pour des dépenses relatives au Creative Europe Desk et aux projets européens (A)	Subsides en provenance de l'Union européenne.	Dépenses relatives au Creative Europe Desk et aux projets européens.

ANNEXE 3

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
71. Fonds budgétaire pour le financement de programmes d'actions dans le cadre du Fonds Européen Asile, Migration et Intégration (AMIF)	Intervention des Fonds européens en faveur de programmes d'actions en relation avec l'asile, la migration et l'intégration (AMIF).	Dépenses entraînées par les programmes d'actions en relation avec l'asile, la migration et l'intégration (AMIF).
	Les recettes seront alimentées par les avances de trésorerie des années 2018, 2019, 2020 consenties par le Fédéral (Autorité de Gestion du programme) et par les remboursements des dossiers certifiés pour les années allant de 2015 à 2020.	Il s'agit de dépenses de préfinancements d'opérateurs fragiles, à l'instar des préfinancements qui sont consentis dans le cadre du Fonds écoreuil. Tout montant trop-perçu fait l'objet d'une récupération auprès des opérateurs.

ANNEXE 4

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
69. Fonds budgétaire en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.	Contributions dues par la Communauté germanophone dans le cadre du protocole d'accord bilatéral entre la Communauté germanophone et la Communauté française exécutant l'Accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.	Achat de matériel spécifique dans la lutte contre le dopage
	Amendes administratives infligées aux sportifs d'élites, aux fédérations sportives et autres organisateurs en vertu des dispositions du décret « Dopage » et de son arrêté d'exécution.	Frais liés à des actions de prévention, d'information, d'éducation, de communication et de sensibilisation en matière de lutte contre le dopage;
	Rétributions de prestations pour le compte de tiers	Dépenses de toute nature liées aux missions dévolues à l'ONAD, en ce compris d'éventuels frais de procédure juridique.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/30223]

20 DECEMBER 2017. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake cultuur, kinderbeleid, culturele infrastructuur, hoger onderwijs en onderzoek, audiovisuele sector, schoolgebouwen, leerplichtonderwijs, begrotingsfondsen en onderwijs voor sociale promotie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen op het gebied van cultuur**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

Artikel 1. § 1. Voor het jaar 2018, verricht de Regering geen nieuwe erkenning op grond van de volgende decreten :

1° het decreet van 12 mei 2004 betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België;

2° het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken;

§ 2. In afwijking van § 1 en in artikel 10, § 1, 1°, van het programmadecreet van 14 december 2016 houdende diverse maatregelen betreffende de audiovisuele sector en media, de algemene zaken, de begrotingsfondsen, de culturele infrastructuur, cultuur, het kind, de schoolgebouwen, het hoger onderwijs en het onderzoek, kan de Regering, binnen de perken van de beschikbare kredieten, de rechtstreekse operatoren “plaatselijke bibliotheken” in de zin van artikel 2, 5°, eerste streepje, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, hierna “het decreet van 30 april 2009” genoemd, erkennen, die voldoen aan de volgende bepalingen :

1° de in artikel 34 van het decreet van 30 april 2009 bepaalde overgangsbepaling niet genieten;

2° in 2014, 2015 of 2016 een aanvraag om erkenning hebben ingediend met toepassing van artikel 13, 1°, van het decreet van 30 april 2009;

3° voldoen aan de bij artikel 12 van het decreet van 30 april 2009 vastgestelde erkenningsvoorwaarden.

§ 3. Gedurende het jaar 2018 kan de Regering, op hun aanvraag, binnen de perken van de beschikbare kredieten, de culturele centra erkennen die reeds erkend zijn op grond van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, met toekenning van alleen de subsidies die vóór die erkenning werden toegekend in afwijking van de bepalingen van het decreet van 21 november 2013 betreffende de Culturele centra.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de ontwikkeling van leespraktijken

Afdeling I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken

Art. 2. Artikel 14, § 1, tweede lid, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, wordt vervangen als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, wordt de datum van de evaluatie van het vijfjarenplan verlengd :

1° met vijf jaar, voor de operatoren van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning met ingang van 1 januari 2011 uitwerking heeft genomen;

2° met vijf jaar, voor de organisatie die bibliothecarissen en bibliotheken vertegenwoordigt, erkend krachtens het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, en waarvan de programma-overeenkomst met ingang van 1 januari 2011 uitwerking heeft genomen;

3° vier jaar, voor de operatoren van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning met ingang van 1 januari 2012 uitwerking heeft genomen;

4° met drie en een half jaar, voor de operatoren van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning met ingang van 1 juli 2012 uitwerking heeft genomen;

5° met drie jaar, voor de operatoren van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning met ingang van 1 juli 2013 uitwerking heeft genomen;

6° met twee jaar, voor de operatoren van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning met ingang van 1 juli 2014 uitwerking heeft genomen;

7° met anderhalf jaar, voor de organisatie die bibliothecarissen en bibliotheken vertegenwoordigt, erkend krachtens het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, en waarvan de programma-overeenkomst met ingang van 1 juli 2014 uitwerking heeft genomen”.

Art. 3. Artikel 15, derde lid van hetzelfde decreet, wordt vervangen als volgt :

“In afwijking van het tweede lid, c°, wordt de beslissing van de Regering over het behoud van de erkenning genomen op het einde van de vijfjarenperiode verlengd :

1° met vijf jaar, voor de operatoren van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning met ingang van 1 januari 2011 uitwerking heeft genomen;

2° met vijf jaar, voor de organisatie die bibliothecarissen en bibliotheken vertegenwoordigt, erkend krachtens het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, en waarvan de programma-overeenkomst met ingang van 1 januari 2011 uitwerking heeft genomen;

3° met vier jaar, voor de operatoren van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening waarvan de erkenning met ingang van 1 januari 2012 uitwerking heeft genomen;

4° met drie en een half jaar, voor de operatoren van de openbare dienst voor openbare leetuurvoorziening waarvan de erkenning met ingang van 1 juli 2012 uitwerking heeft genomen;

5° met drie jaar, voor de operatoren van de openbare dienst voor openbare leetuurvoorziening waarvan de erkenning met ingang van 1 juli 2013 uitwerking heeft genomen;

6° met twee jaar, voor de operatoren van de openbare dienst voor openbare leetuurvoorziening waarvan de erkenning met ingang van 1 juli 2014 uitwerking heeft genomen;

7° met anderhalf jaar, voor de organisatie die bibliothecarissen en bibliotheken vertegenwoordigt, erkend krachtens het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, en waarvan de programma-overeenkomst met ingang van 1 juli 2014 uitwerking heeft genomen”.

Afdeling II. — Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het Openbare netwerk voor openbare leetuurvoorziening en de openbare bibliotheken

Art. 4. In artikel 44, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare leetuurvoorziening en de openbare bibliotheken, worden de woorden “voor de burgerlijke jaren 2015 tot 2017” vervangen door de woorden “voor de burgerlijke jaren 2015 tot 2019”.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit*

Art. 5. In artikel 49, eerste lid, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit, worden de woorden “van 9 jaar” vervangen door de woorden “van 10 jaar”.

Art. 6. In artikel 49, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “van 2012 tot 2017” vervangen door de woorden “van 2012 tot 2018”.

TITEL II. — *Bepalingen op het gebied van het kinderbeleid*

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap*

Art. 7. In artikel 18 van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, worden de woorden “31 december 2017” vervangen door de woorden “31 december 2018”.

Art. 8. In artikel 19 van hetzelfde decreet, worden de woorden “tot 31 december 2017” vervangen door de woorden “tot 31 december 2018”.

TITEL III. — *Bepaling betreffende de culturele infrastructuur*

Art. 9. Binnen de perken van de beschikbare kredieten van organisatie-afdeling 15 van de uitgavenbegroting, kan de Regering een subsidie toekennen aan de vzw “Le Palace” voor de werking van de bioskoop “Le Palace” in Brussel, om het starten van de activiteit mogelijk te maken.

TITEL IV. — *Bepalingen op het gebied van hoger onderwijs en onderzoek*

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs*

Art. 10. Artikel 1 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 2015, wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt : “6° ESG : (“European standards and Guidelines”) referenties en richtlijnen voor de kwaliteitswaarborg in de Europese hogeronderwijsruimte.”.

Art. 11. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 8°, luidend als volgt : “8° in overleg met de betrokken personen, methodes ontwikkelen en toepassen voor de evaluatie van de kwaliteit, die beantwoorden aan de behoeften van het hoger onderwijs en de veranderende situaties.”.

Art. 12. In hetzelfde decreet, wordt een artikel 9 bis ingevoegd, luidend als volgt : “Art. 9 bis.- Naast het programma-luik van de evaluatie, beschreven in dat hoofdstuk IV, en met het oog op het ondersteunen van de instellingen voor hoger onderwijs bij de ontwikkeling van hun kwaliteitssystemen, vertrouwt de Regering, binnen de perken van de begrotingsmiddelen die worden toegekend met toepassing van artikel 22 van dit decreet, de opvatting en de verwezenlijking van een proefproject voor de externe evaluatie van het institutionele luik, alsook de mededeling aan de Regering van een verslag over de evaluatie van dat proefproject, uiterlijk zes maanden na het einde van dat project, aan het Agentschap toe.”.

Dat proefproject verloopt gedurende de academiejaren 2019-20 tot 2021-22. Het heeft tot doel de programmatie van de evaluaties, zowel voor het programma-luik als voor het institutionele luik, volgens een nieuwe periode van 6 jaar, te bepalen. De instelling die zal hebben bewezen dat haar kwaliteitssysteem doeltreffend is, zal een vrijstelling van de evaluatie van haar programma’s door het Agentschap voor een maximumperiode van zes jaar krijgen.”.

Art. 13. In artikel 10 van hetzelfde decreet, wordt een lid tussen het tweede lid en het derde lid ingevoegd, luidend als volgt : “De evaluatie van de cursussen wordt aangevuld met een opvolgingsevaluatie, halverwege tijdens de tienjarencyclus gevoerd. Die opvolgingsevaluatie moet een analytische balans opmaken van de verbeteringsacties die werden ondernomen na een oorspronkelijke evaluatie en de ontwikkeling van sturingsinstrumenten verstevigen voor een voortdurende verbetering van de betrokken cursussen.”.

Art. 14. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “In het kader van een proefproject, baseren de evaluaties zich op referentiesystemen die door de Regering op voorstel van het Agentschap worden vastgesteld. Die referentiesystemen bestaan uit criteria en dimensies die betrekking hebben op alle te evalueren velden en aan de ESG's beantwoorden.”

Art. 15. In artikel 16 van hetzelfde decreet, wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt : “Het comité is samengesteld uit deskundigen met verschillende profielen : deskundige onder gelijken, deskundige uit het vak, deskundige onder studenten, deskundige inzake onderwijs en kwaliteitsbeheer. De rechtspraak van het Agentschap stelt de profielomschrijvingen, alsook de criteria voor de selectie van kandidaten, waaronder de onafhankelijkheid tegenover de geëvalueerde instellingen, vast. Die rechtspraak wordt op de site van het Agentschap bekendgemaakt.”.

Art. 16. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt : “Voor het jaar 2018, wordt het bedrag van de dotatie van het Agentschap op 1.000.000 euro vastgesteld. Vanaf het jaar 2019, wordt de dotatie die aan het Agentschap wordt toegekend, berekend door het definitieve bedrag van het vroegere jaar te vermenigvuldigen met de volgende formule : gezondheidsindex van januari van het betrokken begrotingsjaar / gezondheidsindex van januari van het vroegere begrotingsjaar.”.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het programmadecreet van 19 juli 2017*

houdende verschillende maatregelen inzake hoger onderwijs en onderzoek, cultuur, begrotingsfondsen, schoolgebouwen, jeugd

Art. 17. In artikel 14, vierde lid, van het decreet van 19 juli 2017, worden de woorden “Vanaf het begrotingsjaar 2019” vervangen door de woorden “Vanaf het begrotingsjaar 2018”.

TITEL V. — *Bepaling betreffende de audiovisuele sector*

Art. 18. In artikel 22, § 4, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de “Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)”, zoals ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2013, worden de woorden “voor de periode 2013-2017” vervangen door de woorden “voor de periode 2018-2022”.

TITEL VI. — *Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen die in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voorkomen*

HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 27 oktober 1997*

houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap

Art. 19. Er wordt een punt 70 toegevoegd aan de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, volgens de in bijlage 1 bij dit decreet bepaalde tabel.

Art. 20. Punt 62 wordt door de bij dit decreet gevoegde tabel vervangen, volgens de in bijlage 2 bij dit decreet bepaalde tabel.

Art. 21. Er wordt een punt 71 toegevoegd in de bij hetzelfde decreet gevoegde tabel, volgens de in bijlage 3 bij dit decreet bepaalde tabel.

Art. 22. Punt 69 in de bij hetzelfde decreet gevoegde tabel wordt gewijzigd, volgens de in bijlage 4 bij dit decreet bepaalde tabel.

TITEL VII. — *Bepalingen betreffende de schoolgebouwen*

HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 februari 1990*

betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 23. In artikel 5, § 2, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de punten 13°, 14° en 15° ingevoegd, luidend als volgt :

13° vanaf 2018, de jaarlijkse overdracht van het Fonds voor Creatie van Ruimten in de schoolgebouwen van het leerplichtonderwijs, zoals bedoeld in artikel 13 bis, eerste lid, 1°;

14° vanaf 2018, de jaarlijkse dotatie, uitgetrokken op alle dotaties van de instellingen van het WBE-net (net van het door de Franse Gemeenschap – Federatie Wallonië-Brussel gesubsidieerde en georganiseerde onderwijs) krachtens de nieuwe overheidsopdracht voor de gegroepeerde aankoop van energie, zoals bepaald in artikel 3, § 3 bis, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

15° vanaf 2018, de jaarlijkse overdracht van de middelen bestemd voor BA 12.01.03 van OA 44 voor de vaste uitgaven voor de aankoop van niet-duurzame goederen en diensten, in verband met de tenlasteneming, door de algemene directie infrastructuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de in 14° bedoelde uitgaven van de inrichtingen van het WBE-net.”.

Art. 24. In artikel 5, § 4, 1°, van hetzelfde decreet, worden de punten *f)*, *g)*, *h)* en *i)*, toegevoegd, luidend als volgt :

f) de in artikel 13bis, § 2, 1° bepaalde uitgaven betalen;

g) de facturen betalen in verband met het energieverbruik van de instellingen van het WBE-net en de energiebesparende investeringen financieren, dank zij de besparingen voortgebracht door de overheidsopdracht voor de gegroepeerde aankoop van energie;

h) de aankoop van niet duurzame goederen en energie-diensten bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 15° betalen;

i) in 2018 een bedrag van 6 miljoen euro betalen aan de “Haute Ecole Charlemagne de Liège”, voor renovatie- en uitbreidingswerken”.

TITEL VIII. — Bepalingen betreffende het onderwijs**HOOFDSTUK I. — Bepaling tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving**

Art. 25. In artikel 3, § 3bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden tussen het derde en vierde lid de volgende leden ingevoegd :

“In afwijking van het eerste lid, wordt een uittrekking overeenstemmend met 80% van de besparing die geraamd wordt in het kader van de overheidsopdracht gegroepeerde aankoop van energie, verricht, voor elke betrokken inrichting, per nieuwe verdeling van kredieten over de globale massa's dotaties van :

- a) de PMS-centra;
- b) de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, de opleidings- en zelfopleidingscentra, het centre horticole de Gembloux en het centre de Strée;
- c) de inrichtingen voor basisonderwijs, met inbegrip van de internaten;
- d) de inrichtingen voor secundair onderwijs, met inbegrip van de internaten;
- e) de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs, met inbegrip van de internaten;
- f) de inrichtingen voor sociale promotie;
- g) de hogere kunstscholen.

Het uitgetrokken bedrag, bedoeld bij het vorige lid, wordt aangerekend op het Fonds des bâtiments scolaires (“Fonds voor de schoolgebouwen”) van het net georganiseerd door de FWB (Fédération Wallonie-Bruxelles – “Federatie Wallonië- Brussel”) met als doel de verwezenlijking van investeringen om energie te besparen in de inrichtingen die aan de gegroepeerde opdrachten deelnemen.

De nadere regels voor de uittrekking, bedoeld bij het vierde lid, worden door de Regering bepaald, rekening houdend met de progressieve intreding van de schoolinrichtingen in de gegroepeerde energieopdrachten.

Art. 26. Artikel 3, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“De diensten met afzonderlijk beheer van het onderwijs van de Franse Gemeenschap krijgen jaarlijks een globale dotatie voor de onkosten op het vlak van de werking en de uitrusting van de inrichting en de kosteloze verdeling van handboeken en schoolbenodigdheden aan de schoolplichtige leerlingen.

Het positieve saldo van de dotaties boven het fonds voor wettelijke reserve van de vorige jaren kan als volgt aangewend worden :

1° voor de verwezenlijking van energiebesparende werken. De werken die meer dan 250.000 euro kosten, worden aan de regering ter goedkeuring voorgelegd;

2° voor de verwezenlijking van werken met als doel het oplossen van problemen van veroudering, brandveiligheid of onleefbaarheid. De werken die meer dan 500.000 euro kosten, worden aan de regering ter goedkeuring voorgelegd;

3° voor de vervanging van geprefabriceerde structuren waarvan de afschrijvingsduur verlopen is. De werken die meer dan 500.000 euro kosten, worden aan de regering ter goedkeuring voorgelegd;

4° op beslissing van de regering, om de financiering aan te vullen van de projecten opgenomen in het kader van een globaal beheersplan van de infrastructuur. De regering bepaalt de regels voor de uittrekking rekening houdend met de kosten van de werken waarvoor de inrichting een financiering geniet en van het bedrag aangerend als reserve”.

TITEL IX. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. — Bepaling houdende wijziging van het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs

Art. 27. Artikel 13 van het decreet van 1 februari 2008 tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met de coördinatie en het beheer van de steun uit de Structuurfondsen die de Europese Unie ter beschikking stelt van het alternerend secundair onderwijs, het technisch secundair en beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan, het gespecialiseerd secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs, wordt aangevuld met het volgende lid :

“De uitgaven bedoeld bij het eerste lid worden ten laatste op de 31 januari die volgt op het begrotingsjaar gedurende hetwelk ze aangerekend werden, geregulariseerd, door een overschrijving van de aanrekening van de begrotingsartikelen van de begroting van de Gemeenschap naar de begrotingsfondsen bedoeld bij artikel 12.”.

Art. 28. Artikel 31 van hetzelfde decreet wordt met het volgende lid aangevuld :

“De uitgaven bedoeld bij het eerste lid worden ten laatste op de 31 januari die volgt op het begrotingsjaar gedurende hetwelk ze aangerekend werden, geregulariseerd, door een overschrijving van de aanrekening van de begrotingsartikelen van de begroting van de Gemeenschap naar de begrotingsfondsen bedoeld bij artikel 30.”.

Art. 29. Artikel 47 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

“De uitgaven bedoeld bij het eerste lid worden ten laatste op de 31 januari die volgt op het begrotingsjaar gedurende hetwelk ze aangerekend werden, geregulariseerd, door een overschrijving van de aanrekening van de begrotingsartikelen van de begroting van de Gemeenschap naar de begrotingsfondsen bedoeld bij artikel 45.”.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

Art. 30. § 1. Artikel 41, eerste lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Voor 31 maart, stelt de Regering de algemene rekening van de entiteit op betreffende het afgelopen begrotings- en boekjaar.”

§ 2. Artikel 41 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

“De bevoegdheden van de Regering bepaald bij de vorige leden kunnen door de Minister van begroting uitgeoefend worden mits inachtneming van de door de Regering bepaalde nadere regels.”.

Art. 31. § 1. In artikel 44, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “15 april” vervangen door de woorden “30 juni”.

In het tweede lid, wordt het woord “juni” vervangen door het woord “oktober”.

§ 2. Artikel 44, § 2, van hetzelfde decreet, wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Voor uiterlijk 30 november, legt de Regering het Parlement het ontwerp van decreet houdende goedkeuring van de algemene rekening van de entiteit voor. Dat ontwerp moet uiterlijk op 31 december daaropvolgend worden goedgekeurd.”.

Art. 32. Artikel 73, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt door de volgende bepaling vervangen :

“De jaarlijkse rekening van elke administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie, die uiterlijk voor 30 juni van het jaar volgend op het begrotingsjaar wordt opgemaakt, wordt overgezonden aan de functioneel bevoegde minister en aan de Minister van Begroting die ermee belast wordt die aan het Rekenhof uiterlijk op 15 juli daaropvolgend voor te leggen. Het Hof doet de jaarrekeningen, samen met zijn opmerkingen, aan het Parlement uiterlijk op het einde van de maand juni daaropvolgend geworden, en brengt daar gelijktijdig de Minister van Begroting op de hoogte van.”.

TITEL X. — Slotbepaling

Art. 33. De bepalingen van dit decreet treden in werking op 1 januari 2018, met uitzondering van :

1° artikel 9, dat op 1 oktober 2017 in werking treedt;

2° artikel 1, §§ 1 en 2, dat met ingang van 1 januari 2017 uitwerking heeft.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2017-2018.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 557-1. — Adviezen van de commissies, nrs 557-2 tot 557-6. — Verslag, nr. 557-7. — In commissie aangenomen tekst, nr. 557-8. — In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 557-9.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 december 2017.